

516914

■***

NOTE BIO(81) 499 AU BUREAUX NATIONAUX
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE

■***

REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES A LONDRES,
14-15 DECEMBRE 1981 (M. SANTARELLI, K. VAN DER PAS)

■-----

A 18h45 (19h45 HEURE BRUXELLES) LA REUNION A PU COMMENCER AVEC
UN CERTAIN RETARD A CAUSE DE LA METEOROLOGIE ET DU RETARD DU
MINISTRE COLOMBO.

LA REUNION DEVAIT EN PRINCIPE COMMENCER A 18H, POUR SE TERMINER
A 21H. LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET LA COMMISSION
DOIVENT ENSUITE AVOIR UN DINER DE TRAVAIL, AU COUR DUQUEL
DEVRAIT ETRE PROCEDÉ A UN ECHANGE DE VUE SUR LA POLOGNE ET SUR
LES HAUTEURS DE GOLAN (INTENTION ISRAELIENNE D'ETENDRE LEUR
JURIDICTION A CE TERRITOIRE). LA REUNION REPRENDRA DEMAIN
MATIN ET DEVRAIT ETRE TERMINEE A 17H.

LA PRESIDENCE VIENT D'ANNONCER DANS UN BRIEFING QU'IL N'Y
AURAIT PAS D'ACTION DE PRESSE, NI DANS LA SOIREE, NI DANS LA
NUIT.

LE PORTE-PAROLE DE LA PRESIDENCE A RAPPELE QU'IL S'AGIT D'UNE
REUNION INFORMELLE QUI EST APPELEE A FORMULER DES ORIENTATIONS
SUFFISAMMENT PRECISES POUR AVANCER LA DISCUSSION SUR LE MANDAT
AU POINT OU LE CONSEIL EUROPEEN DE LONDRES L'AVAIT LAISSEE.
IL A DECLARE QU'IL N'Y A PAS DE NOUVELLES PROPOSITIONS SUR LA
TABLE. LE SECRETARIAT GENERAL A ETABLI UN PROJET DE CONCLUSION
DU DERNIER CONSEIL EUROPEEN, MAIS CE PROJET NE REVET PAS LE
CARACTERE DE PROPOSITION. IL RAPPELE LES POINTS D'ACCORD ET
ENUMERE LES POINTS DE DIVERGENCE. IL EST DANS L'INTENTION DE
LA PRESIDENCE DE LIMITER LA DISCUSSION CE SOIR A CES POINTS
OUVERTS QUI CONCERNENT LE PROBLEME LAITIER, LES ORIENTATIONS
SUR LES DEPENSES AGRICOLES, L'AGRICULTURE MEDITERRANEENNE ET
LE PROBLEME BUDGETAIRE.

IL EST DIFFICILE DE DONNER LA MOINDRE PREVISION SUR LES CHANCES
D'ABOUTIR. LE PORTE-PAROLE DE LA PRESIDENCE A CITE LORD CARRING-
TON QUI, APRES LE DERNIER CONSEIL DES AFFAIRES ETRANGERES,
AVAIT DECLARE QUE LES PROBLEMES SONT ENORMEMENT COMPLIQUES
ET QU'IL NE FAUT PAS S'ATTENDRE A DES MIRACLES.

A SUIVRE.
DICTEE AU TELEPHONE DE LONDRES.
AMITIES,
M. SANTARELLI COMEUR (20h30)
NNNN

NNNN

433
432.113

Bruxelles le 15 decembre 1981
Note BIO (81) 499 suite 1 aux Bureaux nationaux
cc aux Membres du Groupe

Reunion informelle des Ministres des Affaires etrangeres a
Londres (dicte par tel de Londres)

En depit du retard, la reunion s est terminee a 21 h.
Chacune des delegations est intervenue successivement sur les
quatre points LAIT, MEDITERRANEE, DEPENSES AGRICOLES et BUDGET en
rappelant sa position et en indiquant le sens d un compromis
possible. A l issue de ce tour de table, la Presidence a fait un
bilan relativement pessimiste en s inquietant de l etendue ou du
nombre de divergences sur chacun de ces quatre points.

Le President Thorn a fait ensuite une premiere tentative de
synthese :

- Lait : le President a mis en evidence la precarite d une
situation actuelle apparamment satisfaisante (stocks de beurre et
de lait en poudre a un niveau tres modeste, prix mondiaux plus
eleves qu habituellement, production laitiere communautaire s
accroissant legerement moins vite que la consommation) qui loin
de nous dispenser de faire un effort commun, commande que nous
le fassions dans une periode calme et non pas de crise et par
consequent sans passion.

Le President a souligne que la Commission reste convaincue que
le systeme le plus efficace et le plus acceptable pour les
agriculteurs, reste a ses yeux la taxe supplementaire
(supplementary levy); si ce syteme etait assorti d une
franchise pour les petits agriculteurs, il permettrait a la
fois de ne pas penaliser les petits agriculteurs et d assurer
une maitrise de la production.

Enfin le President a souligne l importance fondamentale de cette
maitrise de la production laitiere compte tenu de son incidence
sur les trois autres points a regler, c est a dire sur l
ensemble de l exercice MANDAT.

DIS : Il est bien evident que ce premier point constitue
toujours l obstacle le plus difficile du volet agricole et les
positions anterieures, notamment des Pays Bas, de l Irlande et
du Danemark d une part, de la France d autre part, n ont pas
beaucoup evoluees a ce stade. Compte tenu des positions des
autres Delegations, il est difficile d envisager un
rapprochement sur une position autre que celle, a quelques
modifications ou adaptations pres, proposee par la Commission.
Fin DIS.

- en ce qui concerne la MEDITERRANEE et les DEPENSES AGRICOLES, un rapprochement des positions semble se dessiner pratiquement sur la base des propositions de la Commission dans les deux cas, qui permet d'envisager sans optimisme excessif, un accord sur un principe concret et précis comme l'a toujours espéré la Commission. (voir BIO 468).

- en ce qui concerne le volet BUDGET c'est à dire le quatrième point sur lequel un accord est recherché, il est évident que l'on se heurte toujours là à la deuxième grande difficulté. Les progrès doivent néanmoins être soulignés :

. volonté générale d'éviter l'erreur du 30 mai 1980, dont chacun a pu mesurer l'ampleur. Les chiffres corrigés et publiés par la Commission en novembre 81, ont fait apparaître que l'engagement pris le 30 mai 1980 par les Dix à Luxembourg et qui se fondait sur une prévision aléatoire, a abouti à une erreur d'appréciation de la "charge" britannique de près d'un milliard d'ECU sur deux ans.

. toutes les Délégations sont d'accord pour un système temporaire (dont la délégation britannique ne voudrait pas que soit fixée la durée);

. accord également sur le principe de dégressivité qui est bien évidemment lié à toute formule temporaire puisque le fonctionnement du Marché Commun n'est remis en cause par personne et qu'il s'agit aux yeux de tous d'assurer une transition pendant une durée de temps limitée.

Le Président Thorn a rappelé là aussi en fin de discussion, que dans cette affaire, la Commission a répondu au sens littéral du terme au mandat que lui a confié le Conseil : la Communauté reconnaît qu'un problème spécifique se pose pour le Royaume Uni.

La Commission souligne le Président, refuse et refusera avec fermeté tout système de plafonnement, qui signifierait pratiquement la fin du fonctionnement normal de la Communauté. À ce problème spécifique la Commission propose une solution spécifique : correction adaptée à l'ampleur du problème, dégressivité, puisque la maîtrise des dépenses agricoles et le développement d'autres politiques doivent dans un délai de 3 à 5 ans la rendre inutile.

- Comme indiqué dans notre précédente BIO, les ministres et le Président de la Commission ont ensuite participé à un dîner au cours duquel devaient être abordés les problèmes politiques. Les travaux reprennent à 9h30 (heure de Londres) ce matin.

Amitiés

Manuel Santarelli Comeur 11h30

Bruxelles le 15 decembre 1981

Note BIO (81) 499 suite 2 aux Bureaux Nationaux
cc aux Membres du Groupe

Reunion informelle des Ministres des Affaires etrangeres a
Londres

(dicte par tel de Londres)

Au cours d un briefing tenu par le Porte Parole de la Presidence
britannique, deux declarations concernant la Pologne et les
hauteurs du Golan ont ete rendues publiques au titre de la
cooperation politique.

Voici le texte anglais seule version disponible :

1. GOLAN HEIGHTS

The foreign Ministers of the Member States of the European
Community strongly deplore the decision of the Government and
Knesset of Israel to extend Israeli law, jurisdiction and
administration to occupied territory in the Golan Heights.
Such an extension which is tantamount to annexation is contrary
to international law and therefore invalid in our eyes. This
step prejudices the possibility of the implementation of
Security Council Resolution 242 and is bound to complicate
further the search for a comprehensive peace settlement in the
Middle East, to which we remain committed.

2. POLAND

The Foreign Ministers of the Member States of the European
Community are concerned at the development of the situation in
Poland and the imposition of martial law and the detention of
trade unionists. They have profound sympathy for the Polish
people in this tense and difficult time. They look to all
signatory states of the Helsinki Final Act to refrain from any
interference in the internal affairs of the Polish People's
Republic. They look to Poland to solve these problems herself
and without the use of force, so that the process of reform and
renewal can continue.

Foreign Ministers of the Ten are continuing to follow events in
Poland with particular attention and agreed to remain in close
consultation on this question.

En reponse a des questions, le Porte Parole de la Presidence
britannique a dit que l absence de toute mention de l aide
alimentaire ne veut pas dire qu il y ait une divergence sur ce
point. Il n y a aucune suggestion de revenir sur les decisions
du Conseil concernant l aide alimentaire.

420.43
433
432.113

La decision de ne pas couvrir ce point dans la declaration a ete prise, selon le Porte Parole de la Presidence, a l unaninite, la situation en Pologne pouvant evoluer tres rapidement.

Suite des travaux de la reunion informelle : point de la situation a 12 h30 (heure de Londres) : les travaux se sont concentres sur les deux points les plus controverses : lait et budget.

1. LAIT

Compte tenu des reticences voire de l opposition de certaines delegations a tout ce qui pourrait ressembler a un controle de la production, susceptible de porter prejudice aux entreprises qui ont consenti de grands efforts d investissement et enregistre des gains considerables de productivite d une part, compte tenu d autre part de l insistance d autres delegations pour voir proteges les petits agriculteurs, le President Thorn considere qu un accord equilibre portant sur la maitrise de la production et la prise en compte des interets legitimes des petits agriculteurs, constituerait un progres tout a fait appreciable.

2. BUDGET

En ce qui concerne le volet Budget, il est tres difficile de prejuger une possibilite d accord qui aux yeux de la Commission n est pas exclue, mais qui en tout etat de cause ne devrait pas dépasser, dans la meilleure hypothese, des orientations precises et concretes, clarifiant les points deja evoques dans notre BIO precedente et qui permettrait a la presente reunion informelle d obtenir un progres d ensemble extremement significatif.

Amities

Manuel Santarelli COMEUR 14 h

Bruxelles, le 15 decembre 1981.

Note BIO (81) 499 suite 3 aux Bureaux Nationaux
cc. aux Membres du Groupe du Porte-Parole

Reunion informelle des Ministres des Affaires etrangeres a
Londres (Suite des travaux)

(dicte par tel. de Londres)

Le Conseil vient de se terminer a 14 heures. Une conference de presse finale est prevue a 15h30. Un accord d'ensemble n'a pu se faire malgre les progres considerables enregistres sur 3 des 4 points qui faisaient l'objet de la presente reunion.

Le President de la Commission a ete charge de proposer un compromis sur le volet budgetaire et sur l'ensemble du dossier dans des delais et selon des modalites qui vous seront precises a la suite de la conference de presse finale.

Amities,
Manuel Santarelli. Comeur 15h30 ////

Bruxelles le 15 decembre 1981
Note BIO(81) 499 suite 4 et fin

Reunion informelle des ministres des Affaires etrangeres a
Londres

Dicte de Londres

Dans sa conference de presse finale, Lord Carrington a declare que : "nous sommes maintenant au milieu d'une veritable negociation. Nous n'avons pas pu resoudre tous les problemes, mais nous avons fait assez de progres pour demander a la Commission de faire des propositions revisees. Nous sommes d'accord pour examiner ces propositions aussitot que possible au mois de janvier prochain".

Dans un commentaire personnel il a ajoute que l'atmosphere de la reunion etait excellente et qu'elle etait caracterisee par une reelle determination de toutes les Delegations pour arriver a un accord.

Lord Carrington n'a pas voulu se prononcer sur la nature des divergences qui ont empêche un accord. Il ressort cependant de ses propos que les problemes dans le secteur laitier et budgetaire necessitent encore beaucoup de travail.

Interroge par la presse, le President Thorn, a confirme que : "les grands problemes restent entiers", mais il a ajoute que "les nouvelles propositions de la Commission resteront a l'interieur de ce qu'elle a propose pour le Mandat". Elle n'affaiblira pas ses propositions, a-t-il repete aux journalistes qui voulaient savoir si la Commission avait abandonne ses idees sur la reforme de la Politique agricole commune.

Lord Carrington a refait devant la presse les declarations de la cooperation politique sur la Pologne et les hauteurs du Golan. En repondant a des questions, il a declare que les decisions communautaires sur l'aide alimentaire a la Pologne n'ont pas ete revoquees. Aucune decision n'a ete prise pour des livraisons comparables en 1982. Les credits bilateraux a la Pologne ne sont pas de la competence de la Communaute mais des Etats Membres, a-t-il ajoute. Lord Carrington n'a pas voulu commenter la decision americaine de suspendre toute nouvelle decision d'aide alimentaire a la Pologne.

Commentaires sur l'issue des travaux

Il convient de souligner que la tâche confiée au Président de la Commission de dégager une solution d'ensemble, qui, manifestement couvrira non seulement les 4 points de la présente réunion, mais l'ensemble du dossier, s'inscrit dans la même perspective que celle de la participation de la Commission au Conseil européen. En d'autres termes, de même que le Président peut, en Conseil européen, proposer telle solution ou tel compromis, de même qu'à l'occasion de cette présente réunion informelle, il avait avec le Vice Président Ortoli, cette même latitude, de même il lui appartient de dégager la solution d'ensemble recherchée.

Nous vous préciserons compte tenu des exigences du calendrier et de l'appréciation de la Présidence belge, dans quelles conditions le Président de la Commission entend mener à bien cette tâche.

FIN

Anities

Manuel Santarelli Comeur 18h30